

LE MOUVEMENT ESTUDIANTIN À BUDAPEST EN 1969

IVÁN ZOLTÁN DÉNES

Enseignant chercheur, École Supérieure Janos Kodolanyi, Budapest-Székesfehérvár (diz@kodolanyi.hu)

RÉSUMÉ : La faculté de lettres de l'Université Loránd Eötvös de Budapest a connu, en mars 1969, un mouvement de contestation. Des cercles de la Jeunesse communiste, seule organisation légale des étudiants à l'époque, ont protesté contre une décision des organes centraux visant à sanctionner ceux qu'ils qualifiaient de « maoïstes ». Cela prit une telle ampleur qu'une assemblée générale étudiante fut convoquée ; Kádár en personne se rendit même sur le lieu de la contestation dès le printemps. Finalement l'affaire fut si bien étouffée que l'auteur dut faire preuve d'une grande persévérance pour trouver les archives et regrouper les témoignages épars. Cet épisode singulier de la fin des années 1960, marquée en Europe centrale par les crises polonaises de 1968 et 1970, ou tchécoslovaque de 1968, montre la proximité des désirs de changement au sein du système en place, et ses difficultés à y répondre. Mais la mémoire évanescence de l'événement indique aussi combien il est malaisé, depuis 1989, de comprendre cette fin des années 1960 en Hongrie.

Mots-clés : Mouvements estudiantins, autoritarisme, répression, mémoire.

Le mouvement des étudiants en lettres et sciences de l'université Loránd Eötvös (ELTE)¹ de Budapest n'a guère suscité d'intérêt en Hongrie et est resté complètement ignoré à l'étranger. C'est d'autant plus frappant que la vague maoïste qui le précéda et contribua à le déclencher – sans toutefois peser sur l'orientation idéologique de la contestation en 1969 – a marqué de façon très nette l'historiographie politique². Peut-être a-t-il été occulté par l'engouement pour le maoïsme ou pour les idées de Lukács, très à la mode à l'époque. L'État-parti de l'époque, à l'initiative de l'organisation officielle de la jeunesse, a dénoncé une déviation maoïste alors qu'il s'agissait d'une tentative d'action autonome des étudiants. Après le tournant de 1989 cette assimilation fâcheuse a été reprise par les media d'extrême droite. Réévaluer ces événements a semblé d'autant plus nécessaire que cette histoire rappelle, en miniature, la tentative tchécoslovaque du socialisme au visage humain et son étouffement.

Participant de second rang aux événements présentés ici, j'ai travaillé en m'appuyant sur les sources qui devenaient peu à peu disponibles, témoignages, puis documents publiés à l'époque mais souvent peu accessibles et enfin archives longtemps tenues secrètes.

Pour comprendre le cadre historique, il convient de rappeler que le plus haut dignitaire du régime était alors János Kádár, Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois (Magyar Szocialista Munkáspárt – MSzMP dans la suite du texte). Il était arrivé au pouvoir grâce aux blindés soviétiques mais, après six années marquées par la répression, il chercha une forme de compromis avec la société hongroise, à laquelle il laissa un espace de relative liberté dans la sphère privée. C'est dans ce contexte qu'en 1963, il ouvrit l'université à nouveau aux enfants de milieux bourgeois (ou autres) qui avaient été interdits d'études supérieures depuis Rákosi (le dirigeant local de l'ère stalinienne).

1. La première université du pays, créée en 1395 à Buda, avait rapidement disparu. L'actuelle institution descend de l'université établie par Péter Pázmány, le grand jésuite, au xvii^e siècle. Elle fut installée à Buda en 1777 et pris en 1921 le nom de son premier patron. En 1950 elle rebaptisée l'Eötvös Loránd Tudomány egyetem (ELTE) du nom du physicien hongrois Loránd Eötvös (1848-1919, physicien, inventeur, professeur d'université, ministre des Cultes et de l'instruction publique, alpiniste). Elle regroupait en 1969 les facultés de droit, des sciences, et des lettres. [note des traducteurs – ndt]

2. L'action des maoïstes eut un certain écho à l'étranger. Les collaborateurs du bureau politique et du comité central du Parti avaient pu lire en traduction hongroise des articles y faisant référence, notamment dans le bulletin confidentiel *Cikkek a nemzetközi sajtóból* (Articles de la presse internationale), vol. XV (1970), n° 21, pp. 64-65, les articles de C. Longworth, « „Új baloldal” Magyarországon és más szocialista országokban » (La “Nouvelle gauche” en Hongrie et dans d'autres pays socialistes), de Peter Kuntz, « Mao-val és Guevarával Kádár ellen » (Avec Mao et Guevara contre Kadar) et de Péter Martos, « Magyarországon „új baloldal” » (La “Nouvelle gauche” de la Hongrie), respectivement parus dans *UPI*, 21 février, *Süddeutsche Zeitung*, le 2 mars et *Die Presse*, le 6 mars ; le bulletin publiait un peu plus tard, dans le n° 39, pp. 64-65, l'article de Gabriel Lorince, « Budapest ifjú maoistái » (Les jeunes maoïstes de Budapest), tiré du *New Statesman* du 15 mai.

1. LE DÉBUT DE LA CONTESTATION

Le 25 mars 1969, le cercle de l'Union des jeunesses communistes (Kommunista ifjúsági szövetség – KISz) de l'Institut de philosophie de la faculté des Lettres de Budapest – refusa d'obéir à la consigne de l'instance supérieure, le comité exécutif de la faculté (CE). Celui-ci lui enjoignait, sous peine de dissolution, d'exclure trois de ses membres au prétexte qu'ils auraient participé à un complot maoïste contre la sûreté de l'État. Or, le cercle des jeunesses communistes, pourtant dépourvu de sympathies avec les maoïstes, prit position par un vote majoritaire contre le CE. Révolté par l'autoritarisme du CE, il proposa la mise en place d'une assemblée générale de la faculté dont la mission serait de restreindre l'autoritarisme des chefs du CE. De multiples facteurs, bien perceptibles à l'époque, ont contribué à cette prise de position contestataire : la politique anti-israélienne de l'URSS et de la Hongrie de Kádár pendant et après la guerre des Six Jours, les mouvements des étudiants de Paris, de Varsovie et de Prague, « le Printemps de Prague », « la renaissance » du marxisme à Budapest, puis le choc de l'occupation de la Tchécoslovaquie et les protestations écrites ou orales qu'elle avait entraînées.

Le 29 avril, sur l'initiative des cercles du KISz des étudiants de philosophie et du Collège Eötvös (un internat universitaire créé sur le modèle de l'École normale supérieure de Paris en 1895), la conférence des délégués du KISz de la faculté des Lettres élit un nouveau CE, dont le programme prévoyait la création et le fonctionnement continu d'une assemblée de la faculté. Pour la première fois, depuis 1956, des énergies puissantes surgirent spontanément et secouèrent la vie monotone et servile imposée aux étudiants. Cela se produisit au sein d'une institution dirigée par le noyau d'un État-parti conservateur et autoritaire. Des *dazibaos*, un *Courrier de la faculté* ronéotypé et des débats mouvementés, tout un bouillonnement d'idées et de propositions se focalisa sur une série de thèmes jusqu'alors tabou : le fonctionnement de l'unique organisation politique de la jeunesse universitaire, la jeunesse communiste, dirigée par le parti unique dépositaire de tous les pouvoirs ; la structure et le fonctionnement de l'université (dont la presse officielle elle-même disait que la réforme était à l'ordre du jour) ; le système des bourses attribuées aux étudiants ; et la nécessité d'améliorer la qualité de l'enseignement universitaire. Les étudiants s'apprêtaient donc à convoquer une sorte d'« Assemblée constituante ».

Or, un mois après la constitution du nouveau CE, Kádár fit une visite de deux jours à l'université. De toute évidence cette visite effectuée à la demande du Comité central du Parti (CC) et notamment de György Aczél, secrétaire du CC³, avait pour but de mettre fin au désarroi de la

3. Acteur majeur de la politique en direction des milieux intellectuels des années Kádár

direction de l'université et d'apaiser les passions. Il se rendit donc un soir au Collège Eötvös où les étudiants purent poser des questions qui toutefois devaient rester consensuelles et, le lendemain, il fit une intervention assez formelle devant un public choisi dans une grande salle de la faculté des Sciences.

Le mouvement s'est néanmoins poursuivi après la visite de Kádár. Les vacances d'été s'ouvrirent sur de grands espoirs et sur la promesse d'un vaste élan. Cependant, dans le courant de l'été, Lajos Főcze, secrétaire du comité de Budapest des jeunesses communistes, fit comprendre que l'AG de la faculté était privée de tout pouvoir de décision. Le CE du KISz de la faculté de Lettres ne pouvant s'opposer à l'instance supérieure, le champ d'action se rétrécit instantanément. Il incombait, de surcroît, au nouveau CE de faire accepter la nouvelle donne par la base. Les têtes pensantes de la contestation, István Bakos, Csaba Könczöl, Mihály Hamburger et András Kovács⁴, leurs partisans et collaborateurs ont agi alors d'une manière qui ne laisse pas d'impressionner même avec un recul de quatre décennies : sans renier leurs principes, ils préparèrent soigneusement le débat afin que ses contributeurs pussent y affronter les questions qui leur semblaient centrales.

Les cercles du KISz, notamment ceux des étudiants en philosophie, en histoire, en anglais et en langue et littérature hongroises, entendaient élargir le champ d'action beaucoup trop étroit de l'AG et se préparaient aux débats dans cet esprit. Ils désignèrent leurs délégués à l'AG, et préparèrent projets et suggestions. Le but était aussi de transformer la vie publique au

György Aczél accéda au secrétariat du Comité central en 1967 et, en 1970, entra au Bureau politique. Il est donc en phase d'ascension dans le *cursus honorum* de l'État-parti. Rappelons que c'était une personnalité assez mal vue des Soviétiques à cause de ses origines juives et du soutien qu'il avait brièvement apporté après 1956 à l'idée d'une neutralité de gauche pour la Hongrie (l'Autriche représentant la neutralité de droite). Il pratiqua une politique dite « des trois T » en hongrois (interdiction, tolérance, soutien) assez subtile. [ndt]

4. István Bakos a longtemps été permanent du Parti, il s'est occupé de politique de la recherche avant 1989. Après la chute du mur, il est devenu homme politique. Csaba Könczöl (1947-2004) avait alors reçu un blâme du Parti, avant d'être mis en garde par les autorités policières. Il devint pendant quelques années éditeur pour diverses maisons d'édition puis traducteur indépendant. Il était spécialiste des symbolistes russes et traduisit Bakhtine. Après le changement de régime il devint journaliste. Mihály Hamburger (1941-2005) était philosophe, il occupait un poste d'assistant. En 1968, il protesta contre l'occupation de la Tchécoslovaquie et fut écarté de l'université après le mouvement étudiant. Pendant un temps il fut chercheur puis travailleur manuel. Ses recherches portèrent d'abord sur Rosa Luxemburg puis sur le mouvement de sociographie paysanne qui se transforma en mouvement à caractère politique fondé sur la défense des intérêts de la paysannerie appelé *népi* en hongrois et qu'on traduit souvent mais de façon impropre par « populiste » en français. Après le changement de régime, lui aussi devint journaliste. András Kovács reçut un avertissement de la police à la suite du mouvement de 1969 et, après avoir terminé ses études, il travailla un temps comme éditeur. Il fut ensuite le rédacteur du samizdat *Marx dans la quatrième décennie*. Après le changement de régime, il devint conseiller politique puis sociologue et professeur d'université.

sein de l'université. Bakos, par ses initiatives et ses efforts de concertation, joua un rôle déterminant. Un de ses proches, András Kovács, secrétaire du cercle des philosophes, exposa avec clarté, dans le numéro du *Courrier de la faculté* paru avant l'AG, les questions soulevées par la démocratie universitaire et par le remodelage du système d'enseignement (et du régime des bourses d'études). Il montra comment ces interrogations accompagnaient la volonté de renouveler la vie publique du pays et souligna combien il fallait les traiter en tenant compte de ce contexte.

LA DÉMOCRATIE ET SES MOTS

Dans le vocabulaire politique des débats, l'expression « démocratisation socialiste⁵ » était prépondérante. Ce concept, tel qu'interprété par le Parti, renvoyait à une réforme conservatrice et paternaliste, dont l'orientation et le rythme, dictés par la nomenklatura, devaient être acceptés l'ensemble de la population. De leur côté, les étudiants qui formaient la direction et la base du mouvement se refusèrent à se plier à ce conformisme et réinterprétèrent radicalement le concept. Les thèmes soulevés, les arguments avancés, les constats dressés et les initiatives proposées par cette contestation eurent un grand retentissement qui dépassa rapidement la faculté de lettres. Les tenants de cette contestation opposaient alors *activité* et *passivité*, *engagement* et *carriérisme*, *dévouement* et *égoïsme* et, en creusant plus profondément pour arriver au niveau des présupposés implicites, ils pouvaient se risquer à aller plus loin et opposer *bien public* et *intérêt de l'individu*, *vertu* et *corruption*. Ce vocabulaire politique était républicain et plébéen, une langue républicaine associée aux objectifs libéraux de séparation des pouvoirs et d'instauration d'un système de garanties institutionnelles. Contrairement aux critiques faites aux maoïstes de l'époque, l'argumentation des étudiants contestataires ne portait aucune empreinte de nationalisme et, partant, ne se référait à aucun discours sur la supériorité hongroise face aux peuples environnants. Elle n'était cependant, pas exempte d'une certaine volonté d'endoctrinement.

En effet, leur rhétorique était marquée par les procédés intellectuels enseignés dans les écoles de cadres du Parti : pratique systématique de la classification dont l'horizon est toujours la distinction entre « eux » et « nous » en termes politiques, présentation de tout phénomène en tant qu'élément d'un système (sur la base du culte de la philosophie hégélienne dans sa version léniniste), acceptation de l'idée que tout processus est déterminé par la fin qui lui est assignée et du principe de l'association entre la notion de liberté et l'affirmation de la toute puissance de la volonté humaine (Dénes, 2008). En définitive, même les contestataires

5. La formule connut en effet un usage extensif dans les textes du département d'Agitation et de Propagande du Comité central du MSzMP des années 1965-1966 notamment et dont le caractère lexicographique incongru est partagé par le français et le hongrois. [ndt]

ne pouvaient envisager l'élaboration d'une pensée autonome en fonction d'un problème quelconque à résoudre. D'autant qu'il était devenu impossible de prendre radicalement ses distances avec ces principes intellectuels et le vocabulaire qui y était associé – et, par conséquent, s'émanciper du mode de raisonnement imposé par le pouvoir – en raison des pressions subies par la direction du mouvement lancé par les membres du KISz de la faculté de lettres. Ces derniers durent se retrancher derrière le jargon et les schémas imposés pour prolonger le mouvement autant que faire se pouvait.

L'AG DE LA FACULTÉ ET LE RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE

Le mouvement s'est traduit au départ par une débauche d'énergie inusuelle, il a dû par la suite affronter non seulement les ombres projetées du passé, mais encore la gigantesque – et bien présente – pression du pouvoir de l'État-parti, pression accompagnée par une manipulation exercée à grande échelle. L'AG de la faculté a été convoquée non pas en tant que forum politique sur le modèle d'une assemblée constituante, comme prévu initialement, mais sous une forme dégradée en tant que réunion non reductible à des fins de consultation. Avoir accepté cette altération imposée d'en haut peut apparaître rétrospectivement comme un renoncement aux principes. Il est toutefois évident que, dans une structure monolithique, seule une pression massive est à même d'inverser la hiérarchie. Or une telle pression était exclue en raison de la pratique d'autolimitation acceptée par des étudiants sans traditions autres que celles produites par le système en place. L'AG, dirigée de façon irréprochable, s'est déroulée avec succès, s'est prononcée sur toutes les questions mises à l'étude et a adopté un règlement intérieur de l'université qui attribuait à l'organisation des étudiants (en l'occurrence le KISz) un tiers des sièges du Conseil de la faculté⁶. Quant aux instances supérieures,

6. Le procès-verbal de l'AG de la faculté (85 pages dactylographiées) est conservé aux Archives nationales (Magyar Országos Levéltár – MOL) dans le fonds du CC du Parti ainsi qu'aux archives de Budapest (Budapest Főváros Levéltára – BFL) dans le fonds du Comité fédéral du Parti, parmi les documents du comité de Parti d'ELTE, ou encore aux Archives d'histoire politique et syndicales (Politikatörténeti Intézet Levéltára – PIL) dans le fonds de l'Union des jeunesses communistes (Kommunista ifjúsági szövetség – KISz) de Budapest. Il ressort de ce procès-verbal que 215 délégués élus représentaient les 1 500 membres étudiants du KISz à l'université ; ils ont discuté puis voté le règlement intérieur de l'université qui comprenait entre autres la composition du conseil de la faculté avec 1/3 de membres élus par les étudiants du KISz. Le président de la séance, Lajos Bordi, était membre de la cellule du parti et du cercle du KISz en philosophie. Il avait été élu par le CE du KISz de la faculté et dirigea avec une grande correction les débats. Tout aussi impressionnant fut le fait que la grande majorité des intervenants s'en tinrent aux thèmes débattus de façon pertinente et furent constructifs malgré les interventions des représentants des organes supérieurs qui se sont montrés indignes, notamment en ne respectant pas les temps de parole fixés. Outre ces deux groupes de participants, 40 personnes y furent envoyées par les diverses autorités (des enseignants au nom des directions du Parti et du KISz et des permanents des susdites

elles n'ont pas respecté les nouvelles règles du jeu, ni observé lors de leurs interventions en AG le temps de parole accordé aux étudiants. Elles ont finalement refusé que la réunion se poursuive ailleurs après l'avoir sèchement interrompue par l'entremise du doyen, à peine clos les débats sur le premier point de l'ordre du jour. La tenue de l'AG de la faculté dès lors fut interdite par la direction du KISz de l'ELTE en accord avec les autorités universitaires, ministérielles et du Parti.

Nous connaissons maintenant les noms de ceux qui ont mené l'opération de remise au pas. L'on remarque par exemple celui de Miklós Óvári qui, le 21 octobre 1969, nota dans son compte rendu strictement confidentiel adressé au Bureau politique :

« Dans l'après-midi du 11, après l'AG de la faculté, nous avons discuté avec la direction du comité du Parti de la faculté ce qu'il y avait lieu de faire ; suite à cette discussion, la direction du Parti et le CE du KISz de la faculté ont procédé, le 13 octobre, en une réunion commune, à l'évaluation politique de la situation »⁷

Óvári, alors chef du département des Sciences, de l'Instruction publique et de la Culture du CC du MSzMP⁸, se tenait quotidiennement au courant des préparatifs de l'assemblée de la faculté et donnait des instructions à toutes les organisations de Parti concernées. Le 9 octobre il notait : « 1/ Nous n'interdisons pas l'AG de la faculté. » L'autorisation du mouvement, de même que sa pacification, furent du ressort d'Óvári, secondé par l'un des collaborateurs du CC, Jenő Rovó. Avec l'accord et l'appui de György Aczél, secrétaire du bureau politique, et le concours

directions) tandis que 45 étudiants s'y rendirent spontanément. István Bakos m'a confié la liste des participants. Parmi les délégués qui y figurent, certains ont fait une carrière à l'ère de l'État-parti. L'un d'entre eux travailla au département des Sciences, de l'Instruction publique et de la Culture du CC avant de devenir président de la Radio hongroise et, après 1989, professeur d'université. Un certain nombre de délégués élus participants à l'AG sont devenus des écrivains célèbres, des stars ou des experts des médias, des scientifiques, artistes, traducteurs et autres spécialistes de renom. Ceci étant, la majorité des participants n'a pas accédé à la célébrité. La prosopographie de ce groupe reste à écrire.

7. Óvári Miklós, *Tájékoztató jelentés a Politikai Bizottság részére az Eötvös Loránd Tudományegyetem Bölcsészettudományi karán kialakult helyzetről* (M. Óvári, Rapport d'information pour le Bureau politique sur la situation au sein de la faculté de lettres de l'Université Loránd Eötvös), MOL, Archives centrales du Parti socialiste ouvrier hongrois, Archives centrales du Parti socialiste ouvrier hongrois, Département scientifique, de l'enseignement public et de la culture (Magyar Szocialista Munkáspárt Központi Irattára, Tudományos, Közoktatási és Kulturális Osztály), Budapest, 21/10/1969, copie, Tu/921/6, 94-99, fonds 288, vol. 36, pièce 18. En haut de la première page, était précisée la mention « Strictement confidentiel » (*szigorúan bizalmas*), il était également réclamé trois exemplaires dont deux pour le camarade Aczél.

8. Il avait été élu membre de plein droit du CC le 3 décembre 1963 au IX^e Congrès (après avoir été suppléant). En 1969, il était également membre du Comité d'agitation et de propagande, et devint en 1971 membre du Secrétariat en charge de l'idéologie. Son département dit TKKO en hongrois était issu de la fusion progressive des trois secteurs achevée le 3 décembre 1966. [ndt]

du comité du Parti de l'université, l'objectif fut d'humilier les membres du Comité exécutif du KISz de la faculté de lettres afin de le contraindre à se désavouer, leur ôtant ainsi toute crédibilité.

Le mouvement ne cessa pas pour autant. Simplement, la mobilisation prit des formes moins clairement contestataires. Nombre des dirigeants et autres participants – y compris des ralliés de la dernière heure – se sont tournés vers d'autres activités, comme le *Studium Generale* qui avait été créé pour aider les élèves défavorisés de l'enseignement secondaire, mener des enquêtes sur les petites communautés rurales, les Roms et les foyers d'ouvriers ou encore animer des cercles d'études et de recherches. Le Théâtre universitaire et le Club Eötvös ont également déployé alors une activité intense.

Cette fin assez typique de la politique de compromis utilisée par le pouvoir en Hongrie généra une mémoire particulière tant de la répression que du mouvement lui-même, difficile à héroïser, mais impossible à faire rentrer dans les schémas officiels.

2. LES SOUVENIRS DES CONTESTATAIRES

LE RADICAL

« Lors de mon dernier mois à l'université, au printemps 1970, j'ai été arrêté pour une brève période sur la base de toutes sortes d'accusations, mais les charges n'étaient pas suffisantes pour monter un procès en subversion... Ils voulaient savoir comment s'était organisée l'AG de la faculté en 1969 – rares sont ceux qui aujourd'hui ont connaissance de cette petite explosion démocratique si rapidement étouffée, l'écho hongrois du 1968 de Paris et de Prague. »

Ce passage relate les souvenirs de Miklós Haraszti⁹, dix ans après le mouvement des étudiants de Budapest. *L'enfant terrible*¹⁰ du temps de l'État-parti, tour à tour agitateur radical, puis, à partir de la seconde moitié des années 1970, militant des droits de l'homme de l'opposition hongroise et, depuis 2004, représentant engagé et passionné de la liberté des media au sein l'OSCE¹¹, a repris vingt ans plus tard l'évocation de ses souvenirs :

« [...] l'AG de la faculté de lettres [...] de l'automne 1969 est une répétition tardive de l'Assemblée générale¹² parisienne de 1968. Qu'il me soit permis de ne pas m'étendre sur les différences, sur le comment de la pratique démocratique sous l'égide du KISz. On voulait agir en masse. Le Théâtre universitaire était bondé. L'enjeu n'était autre que le pouvoir des étudiants. La deuxième journée

9. On peut lire de lui en français essentiellement *Salaires aux pièces : ouvrier dans un pays de l'Est*, Paris, Seuil, 1976, avec une préface d'Heinrich Böll, et *L'Artiste d'État : de la censure en pays socialiste*, Paris, Fayard, 1983. [ndt]

10. En français dans le texte. [ndt]

11. Pour ses activités actuelles, voir : www.osce.org/fom

12. En français dans l'original hongrois. [ndt]

n'a même pas eu lieu, des policiers en civil ont fait irruption et ont arraché les journaux muraux ; à partir de ce moment-là, sans autorisation estampillée, aucun article ne pouvait être affiché. » (Haraszti, 1989, pp.1-2)

LE STRATÈGE

Avec vingt-cinq ans de recul, István Bakos¹³, le dirigeant du mouvement élu secrétaire du comité exécutif du KISz de la facultés de lettres, décrivait ainsi les restrictions imposées au mouvement spontané, la pression insupportable qui pesa sur lui et ses compagnons, ainsi que les voies et stratégies divergentes lors du repli :

« Quand [...] au printemps de l'année 1969 [...] au cours d'une réunion passionnée du KISz qui dura 14 heures, la jeunesse de la faculté des lettres m'a démocratiquement choisi pour être son dirigeant à la place du candidat du Parti, et a renvoyé la direction servile et déconsidérée en poste jusqu'alors, János Kádár en personne a rendu visite – pour la première et la dernière fois de sa vie – à l'université et au collègue [Eötvös]. À cette occasion, nous avons pu avoir une conversation avec lui. Il s'est avéré alors que notre action était mise en rapport direct non seulement avec la révolte des étudiants parisiens et le printemps de Prague, mais aussi avec la réforme [du mécanisme économique] hongroise, car c'était le moment où ceux qui s'y opposaient s'apprêtaient à lancer une offensive massive contre lui à Moscou. Après cette visite János Kádár put tranquillement affirmer à Moscou que, d'après son expérience personnelle, la révolte de la jeunesse hongroise ne visait pas à abolir mais à améliorer le socialisme. Cependant, quand à l'automne... nous avons entamé la mise en œuvre de notre programme, nous nous sommes très vite trouvés confrontés aux dirigeants du KISz de l'université et de la capitale, puis à ceux du CC du KISz et du CC du MSzMP. À la suite de la réunion du 11 octobre de notre nouvelle AG de faculté, un forum inédit, une campagne de harcèlement a été déclenchée contre nous. Le Comité exécutif du KISz de la faculté a été suspendu, et notre journal, le *Courrier de la faculté*, interdit. On a cherché à nous faire céder à l'usure, à coup d'interrogatoires répétés, de séances obligatoires avec les membres du CC et par la rédaction de multiples rapports. Moi-même, j'ai été accusé en petit comité d'avoir pactisé avec des éléments bourgeois tombés dans le filet des impérialistes étrangers, de suivre Imre Nagy et Dubček, alors que, dans mon dos, on essayait de faire peur aux autres en leur disant qu'ils étaient devenus les outils d'un paysan nationaliste et madré. Hélas, certains de mes excellents compagnons – Csaba Könczöl, András Kovács, Júlia Demeter d'autres – n'ont pas supporté ces brimades et ont démissionné avec fracas. Quant à moi, je me disais qu'élus pour une année par la jeunesse de la faculté, il m'incombait de faire face, d'assumer la charge pendant un an, même si, chemin faisant, elle était devenue une croix. Je dois beaucoup à mes compagnons et à quelques enseignants qui ont pris notre parti et m'ont aidé dans ces circonstances pénibles. C'est dans ces conditions – notre activité étant suspendue – que nous avons commencé à nous occuper de groupes de travail pratiquant des expériences de *Community building* ouvrant sur l'ensemble de la société et de différents programmes culturels plutôt que du KISz de la faculté. Petit à petit, nous avons pu redresser la tête, nous libérer de l'insupportable pression poli-

13. Il est alors devenu homme politique.

tique et remettre notre mandat, un an plus tard dans des conditions relativement consolidées, à la direction qui venait d'être élue. » (Bakos, 1994, pp. 56-57)

LE RÉFORMATEUR

En 2001, László Trencsényi, ancien cadre du mouvement de jeunesse, fit lui aussi part de ses souvenirs. Il était alors membre du CE du KISz de la faculté des Lettres et, à l'époque, il prônait lucidement, avec modération et sens du compromis, un renouveau de la vie politique et scientifique. Pédagogue de formation, il développa plus tard des expériences de soutien aux élèves issus de milieux défavorisés et de dynamique de groupe dans la perspective d'une éducation à la démocratie. Dans un article en trois volets, il présenta l'historique du mouvement, ses acteurs et son contexte. Il passa en revue l'environnement intellectuel du mouvement, les lieux où il s'était déroulé, son programme, ses étapes, les dilemmes posés à ses protagonistes et les opinions divergentes concernant les compétences de l'AG de la faculté :

« Pouvait-on prévoir que cette nouvelle forme d'organisation allait servir de théâtre à un conflit de légitimité ? Que les débats théoriques sur le thème centralisme bureaucratique / centralisme démocratique / démocratie directe allait en fait porter sur le rôle de cet organisme ? ... Faire fusionner ou cloisonner vie universitaire et vie militante ? La question a été maintes fois posée à l'organisation de la jeunesse et à ses dirigeants. De toute évidence, l'État-parti préférerait « le mécanisme simple », où l'autonomie ne s'exerce pas en vertu du droit de l'étudiant – dans le contexte plus large de l'État, en vertu du droit du citoyen – mais où c'est l'organisation plus ou moins directement gouvernée par le Parti qui doit assurer la représentation des intérêts de façon disciplinée, en empathie avec le pouvoir. Dans le « mécanisme double », au contraire, l'organisation se gouverne elle-même selon ses propres règles, et la représentation des intérêts des étudiants se fait indépendamment de l'organisation. Le projet de l'AG de la faculté s'inspirait de ce modèle, on peut même aller jusqu'à y voir un projet de séparation du Parti et de l'État, un projet de la sécularisation profane, ou du moins la velléité de provoquer une telle évolution. Le CE dirigé par Bakos – qui était, avec d'autres membres de la direction, membre du Parti¹⁴ – cherchait la formule de compromis qui pourrait assurer sa propre légitimité aux yeux de ses électeurs, sans pour autant mettre en cause son existence, donc sans attirer les foudres du pouvoir. Et, comme cela se passe d'habitude, c'est cette situation qui a débouché sur le grave scandale politique qui valut à Bakos de prendre des coups venant des deux côtés... [À l'AG de la faculté] on assista de nouveau à la confrontation de deux modèles d'organisation, l'atmosphère idyllique de type « front populaire » qui avait caractérisé les débuts de l'AG, au moment du lancement de la campagne électorale, paraissait s'évanouir. Des entrées et sorties précipitées dans la salle obscure du Théâtre universitaire, l'expulsion du reporter de la radio, le contrôle rigoureux de ceux qui voulaient y entrer (ne viendraient-ils pas d'une autre institution d'enseignement supérieur pour « se faire contaminer » ou, au contraire, pour répandre la contamination) ; tout ceci indiquait un enjeu bien supérieur à

14. En général, les membres du KISZ, soit presque tous les étudiants, n'étaient pas membres du Parti. [ndt]

l'objet du débat en cours. Le doyen s'en tint avec une rigueur draconienne à la clôture à 14 heures... Plus de 300 personnes se sont dispersées, frustrées, avec le sentiment de n'avoir rien accompli, certains groupes allèrent tenir des réunions dans d'autres salles. Le soir, alors que nous étions ensemble au bureau du KISz, pour récapituler les événements, nous reprochant tantôt notre propension au compromis, tantôt notre refus de transiger, le représentant du comité du Parti de la faculté fit son apparition, pour donner lecture de leur résolution. Selon ce texte, à partir de cette date, toute réunion du comité du KISz de la faculté qui ne serait pas annoncée préalablement au Parti et à laquelle le représentant du Parti ne serait pas admis, serait considérée illégale et immédiatement dispersée. Le CE voulait survivre. Il publia une déclaration, rédigée avec un art consommé, qui selon les règles de la logique formelle, eût pu satisfaire les deux parties, à savoir ses propres troupes (les électeurs) et le pouvoir. Sa "faute tragique" fut d'avoir cru qu'une telle tactique était possible. » (Trencsényi, 2001)

Ces témoignages, outre l'exercice habituel de ludicité rétrospective, apportent un éclairage qui, à la lumière des autres données disponibles, permet de mieux comprendre la spécificité de cette petite crise étudiante. Les principaux protagonistes se sont trouvés sans l'avoir prévu dans une situation où ils ont eu une marge de manœuvre inhabituelle face aux pouvoirs constitués. Sans tradition sur laquelle s'appuyer, ne pouvant que jouer sur la thématique de la démocratie remise au goût du jour par le pouvoir au milieu des années 1960, ils se sont vite trouvés dans une impasse. Mais les dirigeants hongrois cherchaient à éviter un retour visible à des mesures de répression massive. Après le précédent de 1956, un nouvel aveu d'incapacité à exercer l'autorité politique était par trop risqué, face à Moscou en particulier. Les débats au sein des institutions officielles témoignent des doutes qui se sont alors manifestés.

3. L'ART DE L'EXERCICE DU POUVOIR EN HONGRIE COMMUNISTE

L'exercice d'équilibriste requis des autorités est manifeste dans une note interne du Parti, rédigée par György Székely, le doyen qui mit fin à l'AG :

« Certains veulent une démocratisation de la faculté semblable à celle des universités occidentales. (L'un des intervenants se référerait au modèle suédois.) Il faut améliorer la qualité de l'enseignement, mais pas à coup d'assemblées et de façon anarchique... L'AG de la faculté n'était pas démocratique, puisque la majorité des participants se taisait, seules 10 à 15 personnes ont parlé six heures durant. J'ai désapprouvé la revendication de confier aux étudiants la direction du Théâtre universitaire et du Club Eötvös, car ceci mettrait en danger la direction et la coordination étatiques. »¹⁵

De leur côté, Jenő Rovó, collaborateur du département de la Science, de l'Instruction publique et de la Culture du CC du MSzMP, József Gombár

15. *Feljegyzés a BTK rendkívüli párttaggyűléséről* (Note sur la réunion de cellule extraordinaire de la faculté de lettres), MOL, *op.cit.*, 15/10/1969, copie, Tu/921/7, fonds 288, vol. 36, pièce 18, f° 124-131, ici f° 124-125.

et Péter Vajó, secrétaires du CC du KISz, ajoutaient, dans une *Note sur l'assemblée*¹⁶ de la faculté des Lettres d'ELTE, datée du 13 octobre 1969 :

« Du point de vue des principes politiques, il nous paraît essentiel de poursuivre le processus de démocratisation, le renforcement de l'autonomie estudiantine et l'élargissement de la compétence du KISz à l'ELTE ainsi que dans les autres établissements d'enseignement supérieur. Il nous faut cependant tirer les conclusions de ce qui s'est passé, et notamment, que la démocratisation ne doit pas être abandonnée à la spontanéité, elle doit être organisée d'en haut, préparée et dirigée sur la base d'une conception. »¹⁷

Pourtant, ce discours conservateur n'a pas été suivi par tous les enseignants. Le « démocratisme » avait pénétré le Parti et n'était plus maîtrisé par la direction. La psychologue Katalin Járó, qui intervint lors de la réunion exceptionnelle de la cellule du Parti des enseignants de philosophie, de psychologie et de pédagogie, paraissait donner la réplique aux responsables déjà cités, alors qu'elle ne pouvait connaître ce document strictement confidentiel. Un document du Parti restitue ainsi son opinion :

« La position et la résolution présentées suggèrent d'en finir avec l'assemblée de la faculté. À son avis, du point de vue pédagogique, il serait néfaste voire impossible de supprimer cette AG. Il y a une tension parmi les étudiants à cause de problèmes réels, il faut s'en occuper. Elle a pris la défense des dirigeants du CE du KISz – en particulier de Bakos – en avançant l'argument qu'ils n'ont pas d'expérience et qu'il faut leur donner la possibilité d'étudier la démocratie et d'apprendre à la pratiquer. Elle a considéré que l'affirmation du compte rendu qui imputait aux seuls étudiants le manque de confiance ambiant était douteuse. Selon elle, on ne saurait être aussi unilatéral. Elle a parlé de notre peur irraisonnée des étudiants lorsqu'ils sont ensemble, en groupe, pour reprendre sa formulation. »¹⁸

L'historienne de la littérature Vilma B. Mészáros exposa des idées similaires lors de la réunion de la cellule des enseignants d'histoire et de la langue hongroise :

« Je me suis préparée à une intervention plus longue, mais je me rends compte que ce n'est pas ce forum qui formulera les conclusions. Quant à l'intervention du camarade [Lajos] Elekes, j'aimerais souligner qu'elle a le mérite d'avoir évité les fausses analogies historiques. La spontanéité, la naïveté que nous reprochons aux étudiants trouvent leur origine dans le fait qu'ils devaient enfoncer le mur particulièrement solide de l'indifférence et qu'ils avaient le sentiment que la spontanéité pouvait aider. On s'est posé la question de savoir dans quelle mesure on s'est opposé, lors des réunions des cercles, à ces points de vue erronés. Je peux dire qu'on ne l'a nullement fait, puisqu'ils n'ont même pas été mis à l'ordre du

16. Le terme « ülés » est également impropre en hongrois, mais proche du mot « gyűlés » qui signifie assemblée. [ndt].

17. *Feljegyzés az ELTE bölcsészettudományi kari üléséről* (Note sur la tenue de la réunion du conseil de la faculté des Lettres d'ELTE), MOL, *op.cit.*, 13/10/1969, Tu/921/7, fonds 288, vol. 36, pièce 18, f° 113.

18. *Feljegyzés a BTK rendkívüli párttaggyűléséről* (Note sur la réunion de cellule extraordinaire de la faculté de lettres), MOL, *op.cit.*, non signé, f° 127.

jour. La première chose qu'a faite la direction du KISz a été de tenter de démolir l'idée qu'il ne valait pas la peine de faire quoi que ce soit. Le mal vient de ce que des questions, larvées depuis de longues années, ont enfin fait surface. Cette université est dédiée aux humanités et il n'y pas de problème du monde qui ne puisse y surgir, mais il faut apprendre à en débattre. Nous nous trouvons en permanence dans une situation où il faut se méfier des interventions démagogiques. Mais il faut apprendre que les gens qu'on questionne ne répondent pas toujours ce qu'on a envie d'entendre. Dans une perspective historique, nous devons nous préparer à apprendre l'art de débattre. »¹⁹

Endre Simon, historien de la philosophie, secrétaire de la cellule du parti des philosophes, pédagogues et psychologues, a réagi de façon quasi schizophrénique aux intervenants de sa cellule. Sa réaction a été transcrite comme suit :

« Dans sa réponse, il a pris une position sans équivoque : démocratisation et spontanéité ne sont pas synonymes, et l'objectif de l'élargissement du démocratisation universitaire n'est pas d'installer l'autonomie universitaire, mais de devenir une université socialiste. En répondant à [M^{me} István] Simonovits, il a considéré qu'il était évident que les étudiants étaient touchés par des influences extra universitaires, c'est ce que reflétait l'intervention du camarade Dénes dont la terminologie était empruntée à [András] Hegedüs. Il existe aussi « une attitude préprogrammée », laquelle, tout en utilisant la terminologie de la politique de recherche scientifique, s'attaque justement à l'essence de cette même politique. Il s'est dit en désaccord avec Endre Farkas à propos de la remise en question de la formation des cadres communistes destinés à telle ou telle profession. Il a observé qu'il sera certainement possible d'avoir accès au procès-verbal de l'assemblée de la faculté tout en veillant à ne pas lui accorder une publicité totale... Son jugement n'était pas aussi tranché quant aux interventions de ceux qui réclamaient la publicité pour les opinions et points de vue erronés. Au contraire, il a souligné que « certains points de vue devaient devenir publics, ce qui pose problème, c'est que les réponses faites à ces points de vue ne sont pas publiées. Le camarade [Jenő] Rovó a pris la parole et a désapprouvé les formulations trop imprécises qui s'accommodent de tout, même des opinions extrémistes contre lesquelles ont été adoptées la déclaration et la résolution présentées. »²⁰

Étudiant en quatrième année de philosophie et d'histoire, à l'époque²¹, je peux témoigner qu'Endre Simon était un historien de la philosophie

19. *Jegyzőkönyv a BTK négy MSZMP szervezetének összevont taggyűléséről 1969. november 11-én* (Procès verbal de la réunion commune des quatre organisations du MSZMP de la faculté de lettres), BFL, MSZMP ELTE, Archives d'ELTE, copie, 69/154-5, XXXV.10.c/1969/49, f°1-4, ici f° 3.

20. *Feljegyzés a BTK rendkívüli párttaggyűléséről* (Note sur la réunion extraordinaire de la cellule de la faculté des Lettres), MOL, *op.cit.*, non signé, ici f° 130-131.

21. L'auteur du présent article venait alors de découvrir les essais d'István Bibó (1911-1979), penseur politique, ministre d'État pendant la révolution de 1956. Leur lecture lui fit prendre conscience de la possibilité de faire des choix qui ne se limitaient pas à ce que proposait l'idéologie officielle ou les courants hérétiques qui en étaient issus (BIBÓ, 1986). Sur cette base, il commença à étudier, reconstruire et mettre en perspective l'œuvre de Gyula Szekfű (1883-1955), historien très influent, idéologue conservateur et publiciste, qui fut par ailleurs le premier chef de légation puis ambassadeur hongrois à Moscou après

remarquable. Nous qui suivions ses séminaires sur Platon et Aristote, nous admirions sa maîtrise du grec ancien et sa connaissance de la littérature philologique et philosophique contemporaine. Or, étrangement, chaque fois qu'il fallait prendre position pendant ses cours, il citait une autorité soviétique au lieu de partager avec nous sa propre opinion. Plus tard, nous avons compris que notre professeur, par ailleurs hautement estimé, manifestait les symptômes d'une peur qui se traduisait par l'identification à l'agresseur. Son intervention citée ci-dessus révèle que cette forme de syndrome de Stockholm n'exclut pas le désir de défendre ses étudiants. Il a, par exemple, facilité le début de carrière de Kornél Steiger, l'étudiant le plus doué peut-être de notre promotion. Je reste convaincu qu'il vivait sous le poids de la peur et s'adaptait sous la contrainte au conformisme. Ses forces créatrices paralysées ont peut-être été à l'origine de la maladie qui l'a emporté à l'âge de 52 ans. Il est mort puisqu'il ne pouvait pas vivre libre, du moins est-ce ainsi que notre groupe d'étudiant l'a perçu.

La complexité de ces réactions explique sans doute le silence qui a suivi ces événements, tant du côté des étudiants contestataires impliqués tout au plus pendant quelques mois, que des autorités pédagogiques et politiques. Il fallut donc attendre deux ou trois ans pour qu'István Bibó, sans doute le premier, s'interroge sur la nature de ce mouvement.

QUELLES CLEFS D'INTERPRÉTATION ?

Deux ans après ces événements, le penseur démocrate – ministre d'État sans portefeuille du gouvernement d'Imre Nagy qu'il représenta au Parlement jusqu'à son exclusion après la prise de contrôle soviétique à Budapest, le 4 novembre 1956 – commença l'enregistrement de son essai intitulé *La Signification du développement de la société européenne*²². Il s'agit de son *opus magnum*, comme l'a dit feu notre éminent confrère établi en Angleterre, Robert Berki (Berki, 1992). Évoquant les différences entre les mouvements estudiantins de l'Ouest et de l'Est, il précisait :

« Le désir de liberté incroyablement fort des mouvements estudiantins surgis dans les pays socialistes, leur humanisme, leur profondeur morale et le caractère concret de leur programme s'expliquent par le fonctionnement défectueux des institutions de la liberté dans ces pays. Les revendications de séparation des pouvoirs, d'indépendance de la justice, d'élections libres et de liberté de la presse, c'est-à-dire les institutions réelles de la liberté, sont, dans ces pays, des revendications

1945 (SZEKFÜ, 1945). Ce travail donna lieu, entre autres, au premier livre d'Iván Zoltán Dénes sur Szekfű (DÉNES, 1976).

22. Ce texte est accessible en ligne, sous le titre : « Az európai társadalomfejlődés értelme » (<http://mek.niif.hu/02000/02043/html/430.html>) en hongrois. Il a édité par le fils d'Istvan Bibó et le directeur de l'édition des quatre volumes de ses œuvres (ici volume 3) chez Magvető Könyvkiadó à Budapest (1986-1990).

cations concrètes. Les étudiants en colère de ces pays sont en mesure de revendiquer des institutions réelles.»

Cette analyse présente le mouvement comme une sorte d'anticipation de ce qui devient alors l'horizon de Bibó : un avenir se détournant de toute domination personnelle et impersonnelle pointerait vers l'humanisation du pouvoir adouci en prestation de service, une société de services mutuels libérée de toute domination, qu'elle soit le fait du capital ou d'un État, fût-il socialiste.

Pourtant il est peu probable qu'István Bibó ait entendu parler du mouvement étudiantin de Budapest tant il était resté confidentiel et passé sous silence par le pouvoir. Son interprétation s'apparente à celle que l'on trouve dans les documents produits par les meneurs des mouvements de 1968 de Varsovie et de Prague²³. Elle met en lumière les traits communs des mouvements étudiantins d'Europe centrale et orientale, ceux de Pologne et de Tchécoslovaquie en 1968 et celui de Budapest, en 1969, la similitude de leurs objectifs, de leurs dilemmes et de leur fin telles qu'on les a perçus alors²⁴.

Il s'agit donc d'un mouvement sans legs particulier, direct. Néanmoins, il s'inscrit dans trois discours interprétatifs parallèles plus ou moins audibles en Hongrie.

Le premier trouve sa source dans l'opposition entre la tradition démocratique, qui culmina en 1848, et la tradition des conservateurs, anti-démocrates. Ces derniers seraient les ancêtres des bureaucrates communistes au pouvoir. À l'instar des dirigeants du Parti confrontés aux étudiants en 1969, le comte Albert Sztáray rejetait, en 1842²⁵, les revendications de Lajos Kossuth au prétexte que les foules seraient durablement incapables de participer intelligemment aux affaires publiques. Les aristocrates devaient rester au pouvoir. Le deuxième discours est à l'inverse tourné vers un avenir démocratique inévitable ; il fait des étudiants est-européens opposés au pouvoir communiste les porteurs de valeurs démocratiques censés fonder une démocratie attendue. L'on notera, dans ces deux cas, la spécificité hongroise qui réside, d'une part, dans l'accent mis sur les institutions et, d'autre part, dans le souci de légalisme. En ce sens, la tradition politique

23. Nous pensons ici aux écrits d'Adam Michnik, Jacek Kuroń, Karol Modzelewski et Ivan Sviták (KENDE, 2008).

24. L'auteur tient à remercier Antonio Elorza, Perry Johansson, Tamás Kende et Gábor Kovács pour la lecture de leurs contributions à la conférence 1968 en Europe : héritage d'un événement (ELORZA, 2008 ; JOHANSSON, 2008 ; KENDE, 2008 ; KOVÁCS, 2008). L'intervention de Gábor Kovács a particulièrement attiré notre attention. L'on pourra également se reporter aux autres travaux antérieurs du chercheur (KOVÁCS, 2005).

25. Pour plus de précisions, voir les écrits du Comte Sztáray (SZTÁRAY, 1842) ainsi que la littérature publiée sur le sujet (DÉNES, 1983 et 1993 ; KECSKEMÉTI, 1989 ; VARGA, 1993 ; BÉRENGER & KECSKEMÉTI, 2005 ; DÉNES, 2009a et b, TRENCSENYI, 2011).

locale est manifeste ici. Enfin, le troisième type d'interprétation se situe à la confluence de l'extrême droite et des nostalgiques de l'ère communiste. Les tenants d'un maoïsme hongrois voient dans le mouvement un simple fruit de manipulations impérialistes. La dynamique propre d'une telle mobilisation est exclue par principe.

Quel que soit le discours évoqué, l'on ne peut ignorer l'isolement du mouvement de 1969 qui a été marginal et n'a guère eu d'écho. Ce succès de la machine de contrôle de la circulation des informations est d'autant plus intéressant que la Hongrie était, par ailleurs, assez ouverte sur l'extérieur. En outre, l'on est frappé que la complexité des discours « internes » sur la démocratie et leur relative efficacité politique n'aient pas fait l'objet d'analyses particulières. Pourtant le « démocratisme socialiste », tout comme le « socialisme à visage humain », a ouvert un espace de débats à géométrie variable au sein du Parti mais aussi au-delà, comme on l'a vu chez les étudiants de la faculté de lettres de Budapest. L'impact contradictoire de cette histoire centre-européenne – entre le souvenir de ce qui est perçu comme des illusions passées et la culpabilité d'une coopération avec un pouvoir dorénavant condamné – reste à interpréter. L'analyse est d'autant plus nécessaire que ces événements hongrois n'ont pas eu vraiment de lien avec ce qui se passait ailleurs. Les mouvements à l'étranger, hormis le mouvement tchécoslovaque défendu à Budapest par Mihály Hamburger qui a payé cher son engagement, ont eu peu d'effet sur les dirigeants de la mobilisation. Ceux-ci, pour l'essentiel, tentèrent de rester fidèles à leur vision de la démocratie socialiste dont les références idéologiques étaient ténues. Il ne s'agissait que des intentions exprimées par des idéologues officiels qui tentaient d'éviter le retour à l'avant 1956 tout en épargnant aux dirigeants toute contestation digne de ce nom. Des mouvements critiques mais fortement autolimités ont donc bien surgi parallèlement en Europe centrale à l'époque, mais leur ancrage dans les divers contextes politiques nationaux est décisif, comme le montre ce petit exemple hongrois. Le maoïsme reste ici à l'écart, démontrant simplement la relative ouverture internationale du pays.

Traduit du hongrois par Paul GRADVOHL et Charles KECSKEMÉTI.

BIBLIOGRAPHIE

- BAKOS István (1994), *Köszölgélatban (avagy egy „Túlélő” köztisztviselő válogatott feljegyzései, írásai)* (Au service de l'État. Notes et écrits choisis d'un fonctionnaire « survivant »), Budapest : Püski.
- BÉRENGER Jean & KECSKEMÉTI Charles (2005), *Parlement et vie Parlementaire en Hongrie, 1608-1918*, Paris : Honoré Champion Éditeur.
- BERKI Robert Nandor (1992), « The Realism of Moralism : The Political Philosophy of István Bibó », *History of Political Thought*, Vol. 13, n° 3 (Autumn), pp. 513-534.
- BIBÓ István (1986), *Misère des petits Etats d'Europe de l'Est*, Paris : L'Harmattan [rééd. 1993, Paris : Albin Michel].
- Bibó István (1986-1990), « Az európai társadalomfejlődés értelme » (La signification du développement de la société européenne), in István Bibó, *Válogatott tanulmányok* (Œuvres choisies), Budapest : Magvető, pp. 7-123.
- DÉNES Iván Zoltán (1976), *A « realitás » illúziója. A historikus Szekfű Gyula pályafordulója* (L'« illusion de la réalité ». Le tournant de la carrière de l'historien Gyula Szekfű), Budapest : Akadémiai Kiadó.
- DÉNES Iván Zoltán (1983), « The Political Role of Hungary's Nineteenth Century Conservatives and How They Saw Themselves », *The Historical Journal*, Vol. 4, n° 26, pp. 845-865.
- DÉNES Iván Zoltán (1993), « The Value Systems of Liberals and Conservatives in Hungary, 1830-1848 », *The Historical Journal*, Vol. 4, n° 36, pp. 825-850.
- DÉNES Iván Zoltán (dir.) (2006), *Liberty and the Search for Identity. Liberal Nationalisms and the Legacy of Empires*, Budapest-New York : Central European University Press.
- DÉNES Iván Zoltán (2008), « Personal Liberty and Political Freedom : Four Interpretations », *European Journal of Political Theory*, Vol. 7, n° 1 (January), pp. 81-98 ; <http://ept.sagepub.com>
- DÉNES Iván Zoltán (2009a), *Conservative Ideology in the Making*, Budapest-New York : Central European University Press.
- DÉNES Iván Zoltán (2009b), « Les représentations de Kossuth et leur contexte, 1849-2006 », *Études danubiennes*, vol. XXV, n° 1-2, pp. 21-31.
- DÉNES Iván Zoltán (2010), « Reinterpreting a 'Founding Father' : Kossuth Images and Their Contexts, 1848-2009 », *East Central Europe*, Vol. 37, n° 1, pp. 90-117 ; <http://brill.nl/eceu>
- ELORZA Antonio (2008), *Mai 68 en Espagne*, communication présentée lors de la conférence : « 1968 en Europe : héritage d'un événement » (Maison de l'Europe contemporaine, Université de Paris-XI), 28-31 mai.

- HARASZTI Miklós (1976), *Salaires aux pièces : ouvrier dans un pays de l'Est*, Paris : Seuil [préface d'Heinrich Böll].
- HARASZTI Miklós (1989), *Darabbér. Egy munkás a munkásállamban* (Salaire aux pièces. Un travailleur au pays des travailleurs), Budapest : Téka, 1989.
- HARASZTI Miklós (1983), *L'Artiste d'État : de la censure en pays socialiste*, Paris : Fayard.
- JOHANSSON Perry (2010), « Mao and the Swedish united front against USA », in Zheng Yangwen, Hong Liu et Michael Szonyi, *The Cold War in Asia. The Battles for Hearts and Minds*, Leiden : Brill, pp. 217-240.
- KECSKEMÉTI Charles (1989), *La Hongrie et le réformisme libéral – Problèmes politiques et sociaux 1790-1848*, Rome : Il Centro de Ricerca pergamenedievali e protocolli notarii.
- KENDE Tamás (2008), *La nouvelle et l'ancienne gauche de 68 dans l'europe de l'Est*, communication présentée lors de la conférence du Collège des sciences sociales de Szeged et de la Commission philosophique et historique de l'Académie hongroise des sciences, le 17 avril.
- KOVÁCS Gábor (2005), « Revolution, Lifestyle, Power and Culture – Features of Political Thought in the Sixties », *Trondheim Studies on East European Cultures & Societies*, n° 16, numéro coordonné par János M. Rainer et György Péteri : *Muddling through in the Long 1960s. Ideas and Everyday Life in High Politics and the Lower Classes of Communist Hungary*, pp. 27-52.
- KOVÁCS Gábor (2008) « Les idées de 1968 et la pensée politique des dissidents hongrois au tournant des années 1970 », communication présentée lors de la conférence : « 1968 en Europe: héritage d'un événement » (Maison de l'Europe contemporaine, Université de Paris-xi), 28-31 mai.
- SZEKFŰ Jules (1945), *État et nation*, Paris : Presses Universitaires de France.
- SZTÁRAY Albert (1842), « Nagymihályi levelek I. Háziadó » [Lettre de Nagymihály. I. L'impôt pour le comitat], *Világ*, 8 janvier.
- TRENCSENYI Balázs (2011), *The Politics of National Character : A Study in Interwar East European Thought*, Oxford: Routledge.
- TRENCSENYI László (2001-2002), « A kis generáció » (La petite génération), *Magyar Felsőoktatás*, n° 9, n° 10, n° 1-2, pp. 35-37, pp. 60-62, pp. 64-66.
- VARGA János (1993), *A Hungarian Quo Vadis. Political Ideas and Conceptions in the early 1840s*, Budapest : Akadémiai Kiadó.